



CONSEIL MUNICIPAL DU 04 octobre 2017

Date de convocation du conseil municipal : 28 septembre 2017.

Présents : MMES Christiane JULLÈS, Michelle LOZANO, MM Valéry PATIN, Benoit DEBOUT, Julien JULLÈS, Patrice LARCHEVÊQUE, Corentin ROLAND, Éric VAGANAY, Hubert TETARD.

Absents et excusés : Jean-François HOUETTE, Laurent LEDRU, (pouvoir à Michelle LOZANO)

Début de la séance : 20h10

Secrétaire de séance : Monsieur Éric VAGANAY

1- Approbation du compte rendu de séance du Conseil Municipal du 19 juillet 2017 :

Le compte rendu de séance du Conseil Municipal du 19 juillet 2017 est adopté à l'unanimité des présents et représentés.

2- Convention APEM

Madame le Maire informe les membres du Conseil de la nécessité de signer une convention de mise à disposition de locaux scolaires et espaces extérieurs à l'Association des Parents de Mont l'Évêque et demande l'autorisation de la signer.

Après en avoir délibéré les membres du conseil municipal à l'unanimité des présents et représentés autorisent Madame le Maire à signer une convention de mise à disposition de locaux scolaires et espaces extérieurs.

3- Bail de chasse

Le conseil municipal doit délibérer pour autoriser Madame le Maire à signer avec l'Association de chasse de MONT L'EVÊQUE un bail de chasse sur la base de nouvelles conditions de convention et modification des surfaces allouées au domaine de chasse. Un hectare sera l'équivalent d'un quintal-fermage. Le loyer sera libellé en euros pour équivaloir au prix actuel du quintal-fermage multiplié par le nombre d'hectares.

Il convient de déterminer les parcelles et la durée du bail.

Après en avoir délibéré les membres du conseil municipal à l'unanimité des présents et représentés autorisent

Madame le Maire à revoir puis signer un nouveau bail de chasse modifié avec l'association de chasse de Mont l'Évêque.

4-Projet de délibération instituant le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel (RIFSEEP)

Madame le Maire propose de soumettre au Comité Paritaire du centre de gestion de l'Oise la délibération instituant le Régime Indemnitare tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel (RIFSEEP) comme suit :

« Le Conseil Municipal
Sur rapport de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 2014-513 modifié du 20 mai 2014 portant création du régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat ;
Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;
Vu le décret n° 2016-1916 du 27 décembre 2016 modifiant diverses dispositions de nature indemnitaire et le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu l'arrêté du 27 décembre 2016 pris en application de l'article 7 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu le tableau des effectifs ;
Vu l'avis du Comité Technique en date
A compter 1^{er} décembre 2017, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

Ce régime indemnitaire se compose de deux parties.

- une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle ;
- un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Il a pour finalité de :

- prendre en compte la place des agents dans l'organigramme de la collectivité et reconnaître les spécificités de certains postes ;
- susciter l'engagement et valoriser l'expérience professionnelle des agents ;
- donner une lisibilité et davantage de transparence ;
- renforcer l'attractivité de la collectivité ;
- fidéliser les agents ;
- favoriser une équité de rémunération entre filières ;

I. Bénéficiaires

Le présent régime indemnitaire est attribué :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, temps non complet
- aux agents de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel exerçant les fonctions du cadre d'emplois concerné (possibilité de définir une condition d'ancienneté)

Les agents contractuels de droit privé, les personnels de remplacement ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

Les cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP sont :

- les adjoints administratifs territoriaux ;
- les adjoints technique territoriaux ;
- les ATSEM.

II. Détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :

Chaque part du RIFSEEP (IFSE et CIA) correspond à un montant fixé par la collectivité dans la limite des plafonds déterminés dans la présente délibération et applicables aux fonctionnaires de l'Etat, conformément aux dispositions de l'article 88 alinéa 1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : « Lorsque les services de l'Etat servant de référence bénéficient d'une indemnité servie en deux parts, l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères, sans que la somme des deux parts dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat ».

Les montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Les agents logés par nécessité absolue de service bénéficient de montants maximums spécifiques.

Le montant annuel attribué individuellement est fixé par arrêté de l'autorité territoriale.

Les groupes de fonctions sont déterminés à partir de critères professionnels tenant compte :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :
 - o Responsabilité d'encadrement direct, de coordination, de projet,
 - o Responsabilité de formation d'autrui,
 - o Ampleur du champ d'action (en nombre de mission, en valeur).
- De la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :
- o Niveau de qualification requis (niveau de diplôme),
- o Connaissances (de niveau élémentaire à expertise),

- Autonomie, initiative,
- Difficulté et complexité des tâches (exécution simple ou interprétation).
 - Des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :
- Horaires atypiques,
- Responsabilité financière,
- Effort physique,
- Relations internes et ou externes.

Catégories C :

Cadre d'emplois des adjoints administratifs, adjoints techniques territoriaux et ATSEM

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Vu les arrêtés du 28 avril 2015 et du 16 juin 2017 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps d'adjoints techniques des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints techniques territoriaux.

Vu les arrêtés du 20 mai 2014 et du 18 décembre 2015 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles

Les cadres d'emplois concernés au sein de la collectivité et énumérés ci-dessus sont répartis dans les groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds annuels suivants :

Cadre emploi	Groupe de fonction	Montant plafond IFSE	Montant plafond CIA
Adjoint administratif territoriaux	G1 <i>Encadrement de proximité et d'usagers / secrétaire de mairie / assistant de direction / sujétions / qualifications</i>	11 340	1 260
Adjoint technique territoriaux	G2 <i>Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents</i>	6750 €	1 200€
ATSEM	G2 <i>Exécution / horaires atypiques, déplacements fréquents</i>	10 800 €	1 200 €

III. Modulations individuelles :

➤ **1) Part fonctionnelle (IFSE) :**

La part fonctionnelle peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions, conformément aux critères définis ci-dessus (voir II).

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

Ce montant fait l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions ou d'emploi ;
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours ;
- au moins tous les 4 ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent dans ses fonctions.

Dans ce dernier cas, le montant individuel d'IFSE pourra être modulé à la hausse ou à la baisse dans la limite de 10 % en fonction de l'expérience professionnelle acquise ou non par l'agent dans ses fonctions au sein de la collectivité et selon les critères suivants :

- l'approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures ;
- l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation ;
- les formations suivies (et liées au poste) ;
- la gestion d'un évènement exceptionnel permettant de renforcer ses acquis ;

Le principe du réexamen du montant de l'IFSE n'implique pas pour autant une revalorisation automatique.

La part fonctionnelle de la prime sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué et proratisée en fonction du temps de travail.

➤ **2) Part liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir (CIA) :**

Un complément indemnitaire pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel selon les critères suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs ;
- Les compétences professionnelles et techniques ;
- Les qualités relationnelles ;

- La capacité d'encadrement ou d'expertise ou, le cas échéant, à exercer des fonctions d'un niveau supérieur ;
- La valeur professionnelle de l'agent (adaptation, motivation, implication) ;
- La capacité à travailler en équipe ;
- Le sens du service public ;

Le montant individuel du CIA est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale en fonction des résultats de l'évaluation professionnelle et de la manière de servir de l'agent.

Le montant du CIA est fixé par un arrêté individuel de l'autorité et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

La part liée à la manière de servir sera versée mensuellement et proratisée en fonction du temps de travail.

IV. **La transition entre l'ancien et le nouveau régime indemnitaire :**

➤ **Le cumul avec d'autres régimes indemnitaires :**

Selon l'article 5 du décret **n° 2014-513 du 20 mai 2014** : « *l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget* ».

Ainsi, l'IFSE est non cumulable avec les primes et indemnités de même nature et notamment :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP),

Il convient donc d'abroger les délibérations suivantes :

- délibération n°28 en date du 13 juin 2013 instaurant les primes d'indemnité d'administration et de technicité (IAT) et d'indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP)

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.) ;
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes ...) ;
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections ;
- la N.B.I.

➤ **Sur le maintien du régime indemnitaire antérieur des agents :**

Conformément à l'article 88 alinéa 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 : « *Les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics peuvent décider de maintenir, à titre individuel, au fonctionnaire concerné, le montant indemnitaire dont il bénéficiait en application des dispositions réglementaires antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué soit par l'application ou la modification des dispositions réglementaires applicables aux services de l'Etat servant de référence, soit par l'effet d'une modification des bornes indiciaires du grade dont il est titulaire* ».

Les agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-dessus conserveront le montant indemnitaire qu'ils percevaient mensuellement avant la mise en place du RIFSEEP au titre de l'IFSE et ce même si ce montant venait à dépasser les plafonds annuels fixés ci-dessus par cadres d'emplois.

Ce maintien indemnitaire individuel perdure jusqu'à ce que l'agent change de fonctions ou en cas de réexamen en fonction de l'expérience acquise par l'agent (voir III 1) ci-dessus).

Cette garantie ne fait pas obstacle à une revalorisation du montant de l'IFSE perçu par l'intéressé dans la limite des montants plafonds annuels fixés ci-dessus.

Toutefois et dans le cas où ce maintien indemnitaire individuel dépasserait les montants plafonds annuels fixés par la collectivité, ce montant ne pourra pas faire l'objet d'une réévaluation à la hausse en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

V. **Modalités de maintien ou de suppression :**

En cas de congé de maladie ordinaire, les primes suivent le sort du traitement. Elles sont conservées intégralement pendant les trois premiers mois puis réduite de moitié pendant les neuf mois suivants.

Durant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption et accident de travail les primes sont maintenues intégralement ainsi qu'en cas de travail à temps partiel thérapeutique.

En cas de congé de longue maladie, grave maladie, longue durée le versement du régime indemnitaire est suspendu.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie ordinaire lui demeurent acquises.

En cas de congé de maladie ordinaire, de longue maladie, de grave maladie, de longue durée, le versement des primes suivra le sort du traitement.

Durant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption et accident de travail les primes sont maintenues intégralement ainsi qu'en cas de travail à temps partiel thérapeutique.

VI. **Revalorisation :**

Les montants plafonds évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

VII. Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

VIII. Crédits budgétaires :

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget, chapitre 012

Voies et délais de recours :

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

L'Assemblée Délibérante, après en avoir délibéré, décide :

- d'instaurer à compter du 1^{er} janvier 2018 pour les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois ci-dessus :
 - une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE)
 - un complément indemnitaire annuel (CIA).
- d'inscrire chaque année les crédits correspondants au budget de l'exercice courant, chapitre 012.

D'autre part la mise en place au 1^{er} janvier 2017 du dispositif « Parcours Professionnel des Carrières et des rémunérations » (PPCR) à modifier les indices de bases de rémunération des agents à la baisse.

Il convient d'attribuer les primes en équivalence de celles déjà attribuées augmentées de la différence induite par la baisse d'indice et afin de revenir au niveau de rémunération avant réforme. »

Après lecture de ce projet les membres du conseil acceptent de soumettre au Comité Paritaire du centre de gestion de l'Oise la délibération instituant le régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions Sujétions Expertise Engagement Professionnel (RIFSEEP) comme présentée.

5- Révision des loyers communaux

La révision des loyers communaux sur la base des indices de la construction fait apparaître des augmentations de 0.51% à 0.75% en fonction des dates de révision des loyers.

Ce qui modifie les loyers comme suit :

- M. VERGRUCHT ; 13, rue de Meaux : 322 € par mois €, applicable au 1^{er} juillet 2017,
- M. FORET ; 5, rue du Puits : 430 € par mois €, applicable au 1^{er} juillet 2017,
- M. FORISSIER; 5, rue du Puits: 252 € par mois, applicable au 1^{er} avril 2017,
- Melle FORET ; 17, rue de l'Eglise : 410 € par mois €, applicable au 1^{er} juillet 2016,
- AFONSO-FOUQUET ; 9, rue de Meaux : 900 € par mois €, applicable au 1^{er} mars 2017.

Après en avoir délibéré les membres du conseil municipal à l'unanimité des présents et représentés adoptent la révision des loyers 2017. Un courrier sera envoyé à chaque locataire.

6- Pont route d'Ermenonville

Madame le Maire rapporte qu'elle s'est rendue accompagnée de Monsieur Patin 1^{er}adjoint, le 26 septembre dernier à une réunion concernant les travaux du Pont de la Nonnette. Madame l'Architecte des Bâtiments de France et les représentants de la DDT et du SISN participaient à cette réunion. Mme Coutant Vallée (ABF) a indiqué que la demande de permis de détruire pour une des vannes construites pendant la guerre 39/45 serait refusée. En effet depuis le mois d'avril dernier (2017), ces vannes sont en instance de protection, comme l'ensemble de la ligne de défense dite « Ligne Chauvineau ». Par ailleurs les représentants de la commune ont souligné que malgré leur demande les riverains n'avaient pas été consultés par le bureau d'étude mandaté par le SISN. En conséquence Monsieur le Sous-Préfet demande à ce qu'une réunion de concertation soit organisée le 19 octobre 2017 sur le site de manière à déterminer ensemble des possibilités d'intervention qui devront être respectueuses du patrimoine bâti, du patrimoine naturel, prendre en compte l'avis des riverains et de la commune et être acceptées par Madame l'Architecte des Bâtiments de France. Ces modalités, autant que faire se peut, devront être moins coûteuses que le projet actuel dont la réalisation dépasse 250 000EUR (financés par l'Agence de l'Eau), hors la bande de roulement, les garde-corps et le parement qui restent à charge de la commune. D'autre par Madame le Maire a insisté sur l'urgence de trouver des solutions qui permettent aux riverains de réutiliser le passage sur le pont.

7- Enfouissement réseau rue Belotte et rue de l'Eglise

Les travaux d'enfouissement du réseau de la rue de l'église et de la rue Belotte vont bientôt être terminés. Des réunions hebdomadaires avec le maître d'œuvre SE 60 et les entreprises ont permis un suivi pas à pas. Les poteaux seront enlevés dès que le raccordement à la fibre qui a pris un peu de retard sera effectué. Pour le moment le SMOTHD n'a pas encore donné de date. La réception définitive se fera lorsque les travaux de gravillonnage de la rue Bellotte auront été refaits ainsi qu'un dépôt de terre à enlever.

8- Action Sociale

La commission d'aide sociale s'est réunie le 2 octobre 2017. Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité d'attribuer les aides selon les décisions prises au cours de cette réunion.

9- Questions diverses

- Madame le Maire informe que les remerciements des familles qui ont été affectées par le décès d'un de leur parent sont arrivés en mairie. Elle ajoute qu'il est important que le Conseil Municipal soit proche des administrés dans ces moments difficiles.
- Madame le Maire propose les horaires de permanences du secrétariat suivantes : 16h à 18h.

La permanence sociale s'effectuera le vendredi de 17h à 17h30. Madame le Maire assurera sa permanence le vendredi de 17h30 à 18h00. En dehors de ces horaires il est toujours de prendre rendez pour toutes démarches.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 22h30.